

L'ARMÉE BELGE FAIT DE LA RÉSISTANCE

Malgré les nombreuses coupes budgétaires, l'armée belge est sur de nombreux fronts. Mais la grande muette grogne: le ministre ne donne pas aux troupes les moyens des ambitions qu'il leur impose.

Tout semble opposer l'ancien ministre de la Défense belge, André Flahaut, membre du Parti socialiste, et l'actuel, le chrétien-démocrate flamand Pieter De Crem. Le premier, aux allures de sous-officier pragmatique, a orienté l'armée belge sur l'humanitaire, clamant que plus un soldat belge ne monterait au front. Avec l'arrivée du second, style hussard, discrètement houspillé par les alliés atlantiques du royaume, les militaires ont repris le sentier de la guerre. Il s'agit de montrer à l'OTAN que la Belgique est un partenaire «crédible, fiable et loyal».

Aujourd'hui, près d'un millier de soldats belges sont présents sur plusieurs théâtres d'opérations. Quelque 600 d'entre eux se trouvent en Afghanistan, affectés à des missions de défense, de reconstruction et de formation des militaires. Une centaine de soldats sont stationnés dans

le sud du Liban pour des missions de déminage et de génie. La frégate Louise-Marie avec ses 160 marins croise régulièrement au large de la Somalie dans le cadre de la mission européenne antipiraterie. Près de 60 Belges sont en République démocratique du Congo et forment des militaires congolais ou participent, avec un C130, à la mission de l'ONU de stabilisation du Congo. Enfin, une dizaine de Belges donnent des formations en Ouganda¹. De quoi réaffirmer la présence de la Belgique sur la scène internationale.

Seulement voilà, le ministre est également engagé dans une réforme des forces armées. Il s'agit de réduire les coûts ainsi que de rajeunir et d'écrémer les effectifs pour arriver à une armée «plus petite et plus opérationnelle» de près de 34 000 hommes. Le budget tourne actuellement autour de 2,7 milliards d'euros.

Hasard ou fuites bien orchestrées? À deux reprises, des déclarations amères de hauts gradés, pourtant réservées à leurs pairs, ont trouvé un écho dans la presse. Dans ses vœux de nouvel an, le chef d'état-major, le général Charles-Henri Delcour, a ouvert le feu: les opérations auxquelles



participent les forces belges se font au détriment de l'entraînement des soldats, le matériel est usé jusqu'à la corde et pourtant les économies se poursuivent. L'Alliance atlantique s'est jointe au tir: au printemps 2011, elle a publié ses *Données économiques et financières concernant la défense de l'OTAN*. Elle place la Belgique en queue de peloton pour le renouvellement de son matériel militaire et pour la part du PIB consacrée à la Défense. En mai 2011, la haute hiérarchie militaire a à nouveau fait feu. Dans une note interne reprise par les journaux, elle a dénoncé «la combinaison des nombreuses missions à l'étranger, d'une nouvelle salve d'économies de 35 millions d'euros, des réductions d'effectifs et de l'absence des crédits d'investissement qui crée un cocktail désastreux pour la Défense». Les militaires estiment que M. De Crem mine non seulement l'armée mais également la vaste restructuration qu'il a menée.

Les tensions entre le ministre et le top de l'armée sont manifestes, mais force est de constater que l'armée belge n'est pas la seule à devoir saborder une partie de ses moyens ou de ses effectifs. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas, pour ne citer que ces pays, sont également contraints de se serrer la ceinture. À La Haye, le patron de la Défense, le ministre Hans Hillen, doit diminuer son budget d'un milliard d'euros (sur 8,5 milliards). Il a annoncé 12 000 pertes d'emplois et la suppression de près de 20% des avions de chasse et de l'ensemble des blindés.

Pressés de composer des forces plus petites et plus efficaces, les ministres de la Défense se mettent à envisager davantage de *sharing and pooling*, selon les termes de Pieter De Crem. Dans ce contexte, certaines voix se sont élevées pour réclamer des fusions entre forces armées belges et néerlandaises, voire une armée du Benelux, «seul moyen de réaliser nos ambitions», déclarait un député belge. Dans une certaine mesure, de nombreux (petits) pays de l'Union européenne sont acquis à l'idée d'une armée européenne. Mais la mise en œuvre de tels projets est encore lointaine. À défaut, des coopérations ciblées pourraient voir le jour. Rien de concret n'est envisagé à cette heure, mais en périphérie du pouvoir, à Bruxelles et La Haye, plusieurs idées

ont été lancées. Ne faudrait-il pas envisager la suppression de la force navale belge et soutenir celle des Pays-Bas, se demandent les uns? D'autres évoquent la fermeture des infrastructures militaires d'Eindhoven et le transfert des avions de transport et de ravitaillement néerlandais à Melsbroek, aéroport militaire belge. Les militaires, eux, font le gros dos.

GERALD DE HEMPTINNE

- 1 Récemment six F16 mobilisant une centaine d'hommes ont participé au maintien de la *no fly zone* en Libye. Un équipage de quarante personnes à bord du démineur Narcisse a patrouillé au large de ce pays.